

Perspectives économiques régionales

Afrique subsaharienne

Résumé analytique

Avril 2008

On s'attend à une poursuite de l'expansion économique en Afrique subsaharienne, mais il y a des risques de décélération. La région devrait encore croître cette année de quelque 6½ % en moyenne, grâce aux pays exportateurs de pétrole, les autres subissant un certain ralentissement. On prévoit un taux d'inflation de l'ordre de 8½ %.

Le contexte extérieur est devenu moins favorable. L'économie mondiale ralentit, les cours du pétrole ont atteint des niveaux records et les marchés financiers sont perturbés. C'est un changement par rapport aux années précédentes, caractérisées par une demande soutenue pour les exportations de l'Afrique subsaharienne et par une hausse à deux chiffres des prix des produits de base hors combustibles. La progression des prix du brut et de l'alimentation pose des problèmes croissants à de nombreux pays et pèse sur les perspectives d'inflation. Si l'enchérissement du pétrole va de pair avec un ralentissement marqué de l'économie mondiale — entraînant une baisse des cours des autres produits de base —, les exportations de l'Afrique subsaharienne s'en ressentiront. En outre, bien que les marchés africains aient jusqu'à présent peu réagi aux troubles persistants sur les places financières mondiales, un renversement des flux d'investissements de portefeuille réduirait les financements externes et affecterait l'expansion de quelques pays. En raison de ces aléas, il y a à peu près une chance sur cinq que la croissance subsaharienne devienne inférieure à 5 % en 2008.

La concrétisation de l'engagement pris en 2005, à Gleneagles, par les chefs d'État et de gouvernement du G-8 de doubler l'aide à l'Afrique à l'horizon de 2010 paraît de plus en plus douteuse, car les versements effectifs n'ont, à cette date, pas augmenté sensiblement.

Les risques internes s'aggravent dans certains pays. Au Kenya, les violences post-électorales ont provoqué des pénuries ainsi que des hausses de prix non seulement dans ce pays, mais aussi chez ses voisins. Malgré les progrès accomplis récemment sur le plan politique, l'incertitude demeure quant à l'ampleur du ralentissement de la croissance et au rythme de la reprise. La crise tchadienne a également des conséquences dans les pays frontaliers. Une gestion prudente de la situation politique et sécuritaire ainsi que des mesures économiques appropriées peuvent concourir au maintien de l'expansion actuelle.

Cette étude sur les perspectives économiques de l'Afrique subsaharienne comporte trois chapitres analytiques :

- *La plupart des pays africains modifient leur politique monétaire pour préserver les progrès durement acquis en matière de stabilité, ancrer les anticipations et s'adapter aux chocs* (chapitre 2). Là où existe un régime de flottement dirigé, le contexte de post-stabilisation appelle une évolution, souvent graduelle, vers des dispositifs qui donnent moins de poids aux objectifs intermédiaires, notamment la masse monétaire, et davantage à un large éventail d'indicateurs de l'inflation anticipée. Dans nombre de ces pays, le taux de change nominal joue un rôle complexe et souvent constructif, mais les tentatives continues d'utiliser la politique monétaire pour cibler le taux de change réel sont probablement contre-productives.
- *En Afrique subsaharienne, les flux de capitaux privés ont supplanté l'aide officielle comme source principale de financement externe* (chapitre 3). Si cet intérêt des investisseurs est très prometteur, la gestion des entrées de fonds pose aussi des problèmes particuliers aux autorités. Une régulation macroéconomique saine, des politiques transparentes pour le compte des opérations en capital de la balance des paiements et des réformes du système financier seront essentielles pour encourager les entrées de capitaux et assurer leur utilisation productive, tout en évitant l'instabilité macroéconomique et l'apparition de facteurs de vulnérabilité. Les pays doivent rapidement améliorer le suivi de ces entrées afin d'être en mesure de concevoir une politique appropriée pour faire face à leur augmentation et d'évaluer leur incidence économique.
- *En Afrique subsaharienne, le secteur de l'énergie exige des mesures d'urgence* (chapitre 4). Il faut agir dans trois domaines principaux : d'abord, renforcer l'efficacité des compagnies d'électricité; ensuite, accroître les capacités de production; enfin, donner plus largement accès à l'électricité. Une action simultanée s'impose sur ces trois plans pour augmenter l'approvisionnement en énergie, qui constitue un goulet d'étranglement entravant la croissance dans beaucoup de pays.